

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 159 13-01 au 18-01

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne

ea : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site

<http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (a mes yeux) :

Editorial

Bonjour,

Est-ce que la résistance à l'ennemi est un devoir ou pas ?

Mais pour les résistants de Gaza qui ont rejeté une proposition de l'Autorité palestinienne de remettre leurs armes avant les élections législatives du 25 janvier, cette question ne se pose pas.

Habib, un des responsables du Djihad islamique, a assuré que "les armes de la résistance ne peuvent pas et ne doivent pas être collectées ou remisées".

Tandis que le président Mahmoud Abbas privilégiant la piste de la négociation, salue l'ouverture du Premier ministre par intérim Ehoud Olmert, qui à déclaré qu'il espérait reprendre les négociations avec les Palestiniens après les élections générales israéliennes du 28 mars sur "un accord de paix permanent entre nous et les

Palestiniens" et confirme "Nous n'hésiterons pas à participer à ces négociations". "Le chemin de la paix est de nous asseoir ensemble à la table des négociations, pas le chemin des assassinats et des actions unilatérales".

Aux membres de son gouvernement il confirme : " J'ai déjà traité avec lui dans le passé et je le connais bien. Il a ses positions et ses vues mais nous travaillerons avec lui sans idées préconçues", déclare le président palestinien. Nous avons longuement discuté et je sens que nous pouvons traiter avec cet homme"

En attendant ... Israël et les Etats-Unis s'inquiètent des sondages qui prédisent une forte représentation du Hamas dans le futur gouvernement.

Les Etats-Unis rappellent à Mahmoud Abbas qu'il "s'est engagé auprès des Etats-Unis et de la communauté internationale à démanteler et intégrer les organisations terroristes dans l'appareil politique palestinien après les élections",

David Welch, secrétaire d'Etat US enfonce le clou..."Les groupes et les individus qui refusent de renoncer au terrorisme et à la violence ne doivent pas avoir leur place dans le processus politique, Welch, achève le travail en affirmant : Les USA réduiront leur aide à l'Autorité palestinienne si son président, associe le Hamas au pouvoir, car le Hamas refuse de renoncer à la "lutte armée". et refusent de reconnaître l'Etat d'Israël

Conclusion : "En aucun cas nous ne permettrons au Hamas d'entrer à Jérusalem et encore moins d'y faire campagne " précisé le premier ministre par intérim Ehud

Olmert

Mouchir al-Masri, porte-parole répond : "Le Hamas et d'autres organisations mèneront leurs campagnes de bien des façons et par différents moyens, malgré le chantage sioniste".

Pour clôturer l'édito :

La Haute Cour de Justice israélienne a refusé de donner suite à la plainte déposée par Gaza Community Mental Health Programme (GCMHP) et les Physicians for Humans Rights - Israël (PHR) qui demandait un arrêt immédiat des bombes soniques sur Gaza

...

Bombes soniques me diriez vous ... c'est ? Des bombes sonores qui crée un état de peur pour les enfants et les malades qui se traduit par l'anxiété, la panique, la peur, une mauvaise concentration, du bégaiement.

Dr. Mo'awiya Hasanein, le directeur de la section d'urgence et d'ambulance précise que ces raids affectaient non seulement l'état physique chez les gens, mais entraînaient des dommages matériels comme le lézardement des entrées des bâtiments et magasins ainsi que l'éclatement des vitres.

Nb : Les violations du droit à la santé, causées par les booms sont interdites par plusieurs conventions internationales, y compris la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant.

Bonne lecture

Cathy & Marc

13-01 au 18-01 : Peuple Palestinien : 3 tués - 10 blessés

Sommaire :

- 1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
- 2 Politique Israélienne
- 3 Politique internationale des territoires occupés
- 4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:
Décompte des pertes humaines
5 médias

5-1 Rapport annuel de l'IPC
5-2 Le Hamas à une chaîne de télévision, Al-Aqsa

6 Les brèves

6-1 Arrêt immédiat des bombes soniques sur Gaza ...?
6-2 Discipline budgétaire

7 Dossier

7-1 Point de vue de Valérie Féron : Élections sous occupation
7-2 Tribunes et décryptages : Sondage électoral dans les Territoires palestiniens :
7-3 Point de vue de UJFP : [De l'Europe et des palestiniens](#)
7-4 Point de vue de Immanuel Wallerstein : L'illusion de Sharon

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Rapport du Centre national palestinien d'Information (PNIC)

9 Annexe

9-1 Après tout, ce n'est qu'un film... Décryptages

1 Politique Palestinienne

Résistance

16-01

Les résistants de Gaza ont rejeté une proposition de l'Autorité palestinienne de remettre leurs armes avant les élections législatives du 25 janvier, a déclaré le ministre palestinien de l'Intérieur, Nasser Yousef.

Khader Habib, un des responsables du Djihad islamique, a confirmé le rejet de la proposition.

Habib a assuré que les résistants savaient mieux comment protéger leurs chefs et que "les armes de la résistance ne peuvent pas et ne doivent pas être collectées ou remisées".

(Reuters) -

1-1 Processus de paix

17-01

"Nous voulons que M. Olmert devienne Premier ministre afin qu'il remplisse les obligations d'Israël", a déclaré Saëb Erekat, chef des négociateurs palestiniens. "L'Autorité palestinienne est résolue à assumer elle aussi sa part d'obligations".

(ats - 19:21)

18-01

(AP)

Le président Mahmoud Abbas qui appelle depuis longtemps à la reprise des négociations, a salué l'ouverture du Premier ministre par intérim. "Nous n'hésiterons pas à

participer à ces négociations", a-t-il dit. "Le chemin de la paix est de nous asseoir ensemble à la table des négociations, pas le chemin des assassinats et des actions unilatérales".

AP

1-2 Les grandes manoeuvres

14-01

Dans une interview avec la chaîne Al Jazeera, le président a déclaré que les élections et la formation du gouvernement était une question purement palestinienne, et à exprimer son exaspération devant les menaces américaines sur l'arrêt de l'aide financière à l'Autorité palestinienne si Hamas participerait au prochain gouvernement.

Il a indiqué aussi que la participation du Hamas devait être basée sur une base politique basée elle-même sur les accords d'Oslo, en insistant que les élections législatives devaient être tenues le 25 janvier à la condition que les palestiniens de Jérusalem-Est puissent se rendre aux urnes

" Nous sommes décidés à tenir les élections le 25 janvier, à moins que d'ici la nous n'obtenions nos droits complets, en accord avec les accords d'Oslo et les élections de 1996 a-t-il averti.

Abbas a précisé aussi que l'ancien président, Yasser Arafat et lui-même étaient de la même école : " J'ai été le garant des Accords d'Oslo et le président Arafat les a accepté, mais ils avaient compris que c'était Israël qui mettait des obstacles et créait des prétextes, pour ne pas arriver à la paix

SOURCE : IPC+WAFSA

14-01

Abbas a révélé que l'ANP était en contact avec l'administration US et le Quartet afin de résoudre le problème de Jérusalémites et la participation de prisonniers dans les élections.

SOURCE : IPC+WAFSA

14-01

Le président s'est plaint de l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens, de leurs attaques et de leurs check points qui représentaient un obstacle au libre déplacement des électeurs pendant le processus électoral.

SOURCE : IPC+WAFSA

16-01

Le président Mahmoud Abbas se déclare prêt à travailler avec le Premier ministre israélien par intérim Ehud Olmert en affirmant qu'il le "connaît bien" pour avoir eu affaire à lui dans le passé.

" J'ai déjà traité avec lui dans le passé et je le connais bien. Il a ses positions et ses vues mais nous travaillerons avec lui sans idées préconçues", a déclaré le président palestinien.

" Je l'ai rencontré plus d'une fois personnellement lors de tables rondes mais aussi en tête-à-tête à Barcelone",

Nous avons longuement discuté et je sens que nous pouvons traiter avec cet homme", a-t-il estimé. .

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12956

(AFP) –

16-01

Le président Mahmoud Abbas a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de se représenter à la présidence de l'Autorité palestinienne dans trois ans. "Je vais seulement terminer les trois années restantes. C'est mon opinion et ma position et vous verrez. Je ne me représenterai pas. C'est définitif",

(AFP)

1-3 Sur le terrain

14-01

Abbas a indiqué à Welch que Israël devrait enlever les check points, qui isolaient les régions palestiniennes, afin de permettre un mouvement libre de candidats et composants.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12882 .

15-01

Saëb Erakat, responsable en charge des Négociations constate : Tous les partis et les candidats enregistrés par la Commission électorale centrale ont pleinement le droit de mener campagne en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est", a l'exception du Hamas. Saëb Erakat a dénoncé l'interdiction faite au Hamas, déclarant : 'Israël " n'a pas le droit d'interdire à un candidat de faire campagne à Jérusalem " ..

SOURCE : IPC+agences

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérement...

14-01

Selon un sondage publié samedi, le Hamas, recueillerait 30% des voix, soit 7 points de plus qu'au précédent sondage, alors que le Fatah obtiendrait 35%.

(AFP)

14-01

Le président Mahmoud Abbas a affirmé que la "volonté" des électeurs serait "respectée" lors des législatives du 25 janvier alors que le Hamas est au coude à coude avec le Fatah, au pouvoir, dans les sondages "Nous respecterons la volonté des électeurs. Quiconque gagne dans les urnes sera représenté au Conseil législatif (Parlement, ndlr). Nous avons souhaité la voie démocratique et nous accepterons les résultats",

Il a par ailleurs souligné que le Hamas devait reconnaître les accords de paix d'Oslo de 1993 pour entrer au gouvernement.

"Nous sommes retournés (dans les territoires palestiniens) sur la base des accords d'Oslo qui régissent le Conseil législatif et tous les accords qui sont intervenus entre nous et les Israéliens, notamment la feuille de route", ont été conclus en vertu de cet accord, a ajouté M. Abbas.

(AFP)

14-01

Le président Mahmoud Abbas a réaffirmé que les élections auraient lieu à la condition que les Palestiniens de Jérusalem-est puissent se rendre aux urnes.

(AFP)

Interdiction d'Israël de participer aux élections à Jérusalem-est...

15-01

"Le Hamas et d'autres organisations peuvent mener leurs campagnes de bien des façons et par différents moyens, malgré le chantage sioniste", a assuré Mouchir al-Masri, porte-parole de la formation.

(Reuters)

15-01

La police israélienne a arrêté dimanche trois candidats et Trois militants du Hamas a-t-on appris de source policière israélienne.

Mohammed Abou Tir, numéro deux de la liste des candidats du Hamas, figure parmi les trois personnes arrêtées.

15-01

Le Hamas continuera à mener campagne à Jérusalem-est, car il "va trouver des alternatives avec les moyens disponibles", a affirmé le porte-parole Sami Abou Zouhri. Cette décision "est inacceptable et vise à mettre des obstacles au mouvement pour tenter de l'affaiblir", a poursuivi M. Zouhri.

(afp- 12h30)

15-01

"Tous les partis et les candidats enregistrés par la Commission électorale centrale ont pleinement le droit de mener campagne en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est", a affirmé le négociateur Saëb Erekat, condamnant l'exclusion du Hamas. moyens, malgré le chantage sioniste", a assuré Mouchir al-Masri, porte-parole de la formation.

(Reuters)

16-01

Le président Mahmoud Abbas a affirmé qu'il n'a plus l'intention de se représenter à la présidence de l'Autorité Nationale palestinienne. "Je vais seulement terminer les trois années restantes. C'est mon opinion et ma position et vous verrez. Je ne me représenterai pas. C'est définitif",

(Al- Quds, Al- Ayyam et Al- Hayat al-Jadida ...)

1-8 [Politique extérieure & économique](#)

16-01

Dans une interview accordée aux trois principaux journaux palestiniens, Al-Quds, Al-Ayyam et Al-Hayat al-Jadida, M. Abbas a en outre affirmé que l'Autorité palestinienne traversait une crise financière aiguë.

"Nous traversons une crise financière qui nous étrangle. Le chômage en est à l'origine, car lorsque nous donnons des emplois publics à ces chômeurs, la masse salariale (de l'Autorité palestinienne) augmente. Alors, ils (les pays donateurs) cessent leur assistance". Les pays donateurs lient en effet leur aide à des réformes structurelles de l'Autorité palestinienne " a-t-il précisé

Lors de la tournée que j'ai effectuée en Arabie saoudite, aux Emirats, au Qatar et au Bahreïn, ils ont tous promis de nous aider. A présent nous attendons", a conclu Abbas (AFP)

[2 Politique Israélienne](#)

[2-1 Processus de paix](#)

17-01

Ehoud Olmert a déclaré qu'il espérait reprendre les négociations avec les Palestiniens après les élections générales israéliennes du 28 mars.

Dès que les Israéliens et les Palestiniens auront mené à bien leur scrutin respectif, "j'espère que je pourrai entamer des négociations avec Abou Mazen", avait déclaré Olmert avant d'ajouter que ces pourparlers porteraient sur "un accord de paix permanent entre nous et les Palestiniens"

AP

2-3 Sur le terrain

14-01

Des colons de la colonie de "Beni Heifar" à l'est du village de Beni Na'im situé au sud de l'Hébron ont reconstruit un nouvel avant- poste près de la colonie mentionnée, colonie qui avait été démantelé deux semaines avant par les Autorités israéliennes...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12918

Hebron (sud de la Cisjordanie.)

14-01

Selon un accord conclu en 1997 avec l'Autorité palestinienne, Israël a évacué 80% de Hébron, qui compte en tout avec ses alentours plus de 150.000 Palestiniens.

Israël contrôle une enclave autour du Caveau des Patriarches, à l'intérieur de laquelle vivent quelque 600 colons juifs et 20.000 Palestiniens

Les huit familles juives sont installées dans un marché désaffecté depuis quatre ans

Arguant de titres de propriétés juifs antérieurs à la création d'Israël en 1948, ces colons s'y sont installés en 2001, transformant en logements neuf échoppes,

A la suite d'un appel des commerçants palestiniens, la Cour suprême d'Israël a rendu en 2003 un arrêt ordonnant que ces squatters juifs soient expulsés du marché et que celui-ci soit rouvert. Mais cette décision est restée sans effet.(...)

Depuis, ces familles ont ignoré l'injonction de la justice israélienne qui leur donnait jusqu'au 15 janvier pour quitter les lieux volontairement. L'armée israélienne a annoncé qu'elle allait les déloger d'ici un mois.

14-01

Espérant infléchir la position du gouvernement israélien sur de futurs retraits, des centaines de partisans du maintien des colonies juives en Cisjordanie ont convergé vers Hébron en soutien aux colons.

15-01

Plusieurs centaines de colons extrémistes (500 ou 1000 ?), pour la seconde journée consécutive, organisé des violentes manifestations ces deux derniers jours,.

La veille, 400 colons avaient affronté des policiers et des soldats qui les empêchaient d'entrer dans la Casbah, la partie arabe de la Vieille ville.

(afp- 07h53)

15-01

"Le gouvernement ne permettra pas que ce comportement sauvage constaté ces derniers jours, en particulier la nuit dernière à Hébron, soit incontrôlé", a averti le Premier par intérim Olmert.

16-01

afp

Le gouvernement israélien intérimaire Olmert était décidé lundi à mettre un terme à ce que la presse qualifiait déjà d'"Intifada juive" à Hébron

Dans un communiqué, le ministre de la Défense, Mofaz, s'est déclaré "décidé" à évacuer les colons juifs

"M. Mofaz ne se laissera pas intimider par des hors-la-loi, et appelle la communauté juive de Hébron à calmer les esprits avant qu'il ne soit trop tard", indique ce texte.

Il précise que les effectifs de la police et de l'armée israéliennes à Hébron ont été renforcés et ont reçu pour consigne "d'agir avec fermeté".

Toujours de même source, M. Mofaz a ordonné d'évaluer les dégâts causés aux commerçants palestiniens de Hébron lors d'actes de vandalisme perpétrés ces derniers jours par les colons de la ville, en vue d'indemniser les victimes. Selon la radio publique israélienne, pas moins de 250 gardes frontières ont été dépêchés à Hébron.

"Il se peut que le secteur soit partiellement décrété zone militaire (...) Nous ne tolérerons pas que les actes de vandalisme anti-palestiniens perpétrés par des jeunes colons masqués se poursuivent", a de son côté déclaré à la radio publique israélienne le commandant de police, Shlomo Ephrati.

Il a indiqué que 22 auteurs de troubles ont été arrêtés la veille, estimant qu'il s'agit de "hors-la-loi qui veulent créer l'anarchie", et a précisé qu'"un tribunal fixera la date définitive de leur évacuation".

(afp- 07h53) .

16-01

"Il se peut que le secteur soit partiellement décrété zone militaire. Nous ne tolérerons pas que les actes de vandalisme anti-palestiniens perpétrés par des jeunes colons masqués se poursuivent", a déclaré le commandant de police Shlomo Ephrati.

(afp- 07h53)

16-01

(XINHUANET)

Les forces de défense israéliennes ont déclaré lundi soir "zone militaire fermée" le quartier juif de la ville d'Hébron

Cette fermeture de la zone vise à empêcher les Israéliens non-résidents de cette zone de venir rejoindre les colons, et à permettre aux forces de sécurité de rétablir la loi et l'ordre, ont indiqué des sources militaires.

L'ordre de bouclage, décrété par le commandant de la région, le général Yaïr Naveh, sera effectif jusqu'au 22 janvier, selon un communiqué de l'armée israélienne.

17-01

Mardi matin, des responsables militaires ont précisé que les non-résidents qui se trouvent déjà dans l'enclave ne seront pas évacués par la force à moins qu'ils n'usent de violence.

18-01

Olmert a ordonné à l'armée d'évacuer "immédiatement" les colons squatters qui occupent des bâtiments du marché en gros palestinien de Hébron en Cisjordanie, a annoncé la radio militaire.

Il a affirmé qu'il y aurait une "tolérance zéro" vis-à-vis des violences des manifestants d'extrême-droite.

(Afp-13h42)

Analyse de l'Associated Press

17-01

Les affrontements à Hébron pourraient annoncer le coup d'envoi d'une bataille pour la Cisjordanie si Israël donne suite à son retrait de Gaza par d'autres retraits de l'autre territoire palestinien dont la signification est autrement plus importante.

Colons juifs et rabbins exigent que le Premier ministre par intérim Ehoud Olmert renonce à démanteler l'avant-poste installé par huit familles juives dans un marché arabe désaffecté de la ville ainsi que plusieurs autres colonies illégales dans toute la Cisjordanie dont la destruction est programmée pour les semaines à venir.

AP

2-4 Les grandes manœuvres...

15-01

Le ministre des Affaires étrangères Shalom a démissionné de ses fonctions suite à l'ordre donné le mercredi 11 janvier 2006 par le chef du Likoud, Benjamin Netanyahu "pour se concentrer sur la campagne pour les législatives du 28 mars" 2006.

15-01

Menachem Mazuz, conseiller juridique du gouvernement, a annoncé que le droit israélien l'empêchait pendant encore trois mois de déclarer Sharon dans l'incapacité permanente d'assumer ses fonctions.

Cette décision signifie qu'Ehud Olmert restera Premier ministre par intérim jusqu'aux élections législatives du 28 mars

(Reuters)

16-01

Le Kadima, a désigné Ehoud Olmert pour remplacer Sharon à la tête du parti, a rapporté la radio de l'armée israélienne.

AP

18-01.

Le parti travailliste, à l'issue de ses primaires auxquelles ont participé 58,4% de ses quelque 120.000 membres, a de son côté présenté la liste de ses candidats au Parlement, qui compte de nombreuses nouvelles personnalités.

(AFP) -

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérement...

13-01

(AP) –

Olmert, premier ministre par intérim, fait presque l'unanimité auprès des Israéliens : il recueille 71% d'opinions favorables dans deux sondages, publiés dans les quotidiens "Yediot Ahronot" et "Maariv", Ehoud Olmert devance largement ses deux principaux rivaux pour le poste de Premier ministre: l'ancien chef du gouvernement Benyamin Nétanyahou, pour le Likoud, et le Travailliste Amir Peretz. Il recueille plus de 50% des suffrages dans les deux cas.

Les deux sondages, réalisés auprès de 500 électeurs chacun, lui donnent un taux de popularité de 71%.

Ils ont des marges d'erreur respectives de 4,4 et 4,5%.

AP

18-01

Le Premier ministre israélien par intérim, Olmert, a remanié son cabinet, la ministre de la Justice, Tzipi Livni a été nommée par M. Olmert ministre des Affaires étrangères en remplacement de Sylvan Shalom, devenant ainsi la deuxième femme de l'histoire d'Israël à occuper ce poste.

Mme Livni, 47 ans, une avocate, a fait son entrée au Parlement sur la liste du Likoud il y a six ans à peine, et doit surtout sa fulgurante ascension à sa fidélité sans faille à Sharon et à la confiance que celui-ci lui a témoignée.

Selon la radio publique, MM. Zeev Boïm, Roni Bar-On et Yaacov Edri ont respectivement été nommés à l'Habitat, aux Infrastructures nationales et à la Santé.

(AFP) -

2-6 Pays corrompu cherche ...

14-01

Le contrôleur de l'Etat, Micha Lindenstrauss, a ouvert une enquête sur un don de 320 000 dollars reçu par le député Shimon Peres en décembre 2004 pour le financement de sa candidature à la présidence du parti travailliste, selon un reportage publié par la 10e chaîne de télévision.

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

Elections en Palestine

13-01

(AP)

Israël et les Etats-Unis s'inquiétant des sondages qui prédisent une forte représentation du Hamas lors du scrutin palestinien. Mr. Olmer, Premier ministre par intérim, a rencontré les deux émissaires des USA au Proche-Orient (le sous-secrétaire d'Etat David Welch, et Elliott Abrams, du Conseil national de sécurité de la Maison Blanche)

AP

14-01

Mahmoud Abbas "s'est engagé auprès des Etats-Unis et de la communauté internationale à démanteler et intégrer les organisations terroristes dans l'appareil politique palestinien après les élections", indique un communiqué de la présidence du Conseil israélien.

(afp- 14h57)

15-01

Les ministres ont approuvé à l'unanimité une proposition de M. Olmert prévoyant que les élections à Jérusalem-est se déroulent selon les modalités ayant régi les législatives de 1996 et la présidentielle de 2005.

15-01

Le cabinet israélien a donné dimanche son feu vert à la participation des Palestiniens du secteur oriental annexé de Jérusalem aux législatives prévues le 25 janvier mais a interdit le Hamas d'y mener campagne.

"En aucun cas, nous ne permettrons au Hamas d'entrer à Jérusalem ou d'y faire campagne", a déclaré Olmert.

(AFP)

14-01

"Des consignes ont été données à la police pour permettre les opérations de vote dans cinq bureaux de poste à Jérusalem-est en veillant que tant lors de la campagne que le jour du scrutin il n'y ait aucun signe de présence du Hamas à Jérusalem", poursuit le communiqué.

"La police, les ministères des Affaires étrangères et des Postes assureront les contacts au niveau technique avec la Commission électorale palestinienne" ajoute le communiqué.

(afp- 14h57)

15-01

Des consignes ont été données, à l'armée israélienne pour permettre le bon déroulement du scrutin en Cisjordanie.

"Conformément aux besoins, l'ouverture des points de passage sera prolongée le jour du scrutin et pourront circuler librement les candidats, mais non les personnes militant dans des organisations terroristes", ajoute le communiqué.

NB : Les plus de 9.000 prisonniers palestiniens détenus illégalement par Israël "ne participeront pas au scrutin", a-t-il affirmé, sans autre précision.

(afp- 14h57)

15-01

Le gouvernement israélien, c'est réuni dimanche pour prendre la décision finale sur la participation des habitants de Jérusalem-Est aux élections législatives palestiniennes, a approuvé une participation limitée des jérusalémites à condition que le Mouvement de résistance islamique (Hamas) n'y participe pas.

" En aucun cas nous ne permettrons au Hamas d'entrer à Jérusalem et encore moins d'y faire campagne " a déclaré le premier ministre par intérim Ehud Olmert

Il a réaffirmé que le mouvement islamiste Hamas ne serait pas autorisé à faire campagne à Jérusalem-Est.

15-01

Selon le quotidien israélien Haaretz, les électeurs voteraient dans des bureaux de postes à Jérusalem-Est comme cela avait été le cas en 1996 et 2005.

SOURCE : IPC+agences

Arrestations

16-01

Mohammed Abou Teir, candidat N° 2 du Hamas pour les élections palestiniennes à Jérusalem a été remis en liberté lundi, 24 heures après son arrestation par les autorités israéliennes, (alors qu'il était sur le point de donner un meeting). ont annoncé des membres de sa famille.

Son organisation a négligé l'ordre colonialiste des sionistes qui l'interdisait de faire campagne à Jérusalem, la ville revendiquée par les Palestiniens comme leurs capitale. Le gouvernement israélien, a autorisé les résidents de l'Est de la capitale à voter pour les élections palestiniennes

AP

(AP) –

18-01

La police israélienne a dispersé mercredi à Jérusalem-Est une réunion électorale de candidats du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et arrêté sept responsables du mouvement

, a précisé Shmuel Ben-Ruby, porte-parole de la police de Jérusalem.

La police est intervenue au motif qu'"aucune organisation terroriste n'a le droit de mener une campagne électorale à Jérusalem", a souligné M. Ben-Ruby.

2-12 Prisons & tortures

15-01

La Société du croissant rouge palestinien (SCRCP) a indiqué que les Forces d'occupation israéliennes (FOI) continuaient de violer le droit international et les droits fondamentaux de l'homme..

Dans son rapport hebdomadaire, couvrant la période du 7 au 13 janvier, la SCRCP dit que les FOI avaient tué 2 palestiniens et blessé 3 autres.

Il a ajouté que les FOI poursuivaient les restrictions de liberté de mouvement des ambulances et des équipes de santé.

La SCPRC a mentionné que des soldats israéliens interdisaient, et de façon complètement aléatoire, la mobilité des ambulances provoquant de négatives conséquences sur les blessés et sur les malades à Jéricho et à Tulkarèm.

Ces pratiques constituent une violation de la quatrième convention de Genève et du premier additionnel protocole de la convention de Genève, qui doivent être appliqués dans les territoires palestiniens, a-t-il conclu..

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=454>

15-01

Selon un rapport de Nadi Al-Assir Al Falistini, les femmes palestiniennes, dont le nombre a été augmenté pendant l'hiver, détenues dans les prisons de Sharon, vivent dans des conditions inhumaines et humiliantes

SOURCE : IPC

15-01

Les prisonniers dans la prison israélienne d'Hashron ont assuré qu'ils souffraient des mauvais traitements.

Le prisonnier Omar Salah Al Arag de la ville de Tulkarem, emprisonné dans la prison d' Hsharon depuis le 8 novembre 2002, a témoigné des mauvaises conditions dans lesquelles ils vivaient dans la prison et que les eaux de pluie coulaient dans les cellules causant des graves dégâts physique et matérielle, et ont témoigné de la négligence médicale, les mauvais traitements et l'humiliation, ainsi que le manque de vêtements, et de médicaments.

Les prisonniers ont mentionné que la politique israélienne de l'interdiction des visites pour des centaines de familles, sous prétexte des raisons sécuritaires, avait augmenté les souffrances des prisonniers et leurs familles.

Les prisonniers ont lancé un appel à la Croix Rouge et aux organisations humanitaires d'intervenir pour améliorer leurs conditions et presser Israël de les donner le droit de visite qui doit durer selon la loi 45 min.

SOURCE : IPC

15-01

Le ministère palestinien des Affaires des prisonniers et libérés a dénoncé la poursuite de la détention administrative, et notamment pour de longues périodes, par les forces de l'occupation en demandant la Communauté internationale à intervenir pour appliquer la Loi Internationale et les Droits de l'Homme, et mettre fin à leurs souffrances

SOURCE : IPC.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12911

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

13-01

"Les groupes et les individus qui refusent de renoncer au terrorisme et à la violence ne doivent pas avoir leur place dans le processus politique", a affirmé David Welch, secrétaire d'Etat US adjoint pour le Proche-Orient.

La participation de ce mouvement aux élections "n'est pas une affaire américaine", a répondu le président Mahmoud. Abbas.

"La démocratie produira ce qu'elle produira. Si le Hamas remporte des sièges et s'il souhaite participer à l'Autorité palestinienne sur la base des principes politiques de l'Autorité, alors +Bienvenue+", a-t-il poursuivi.

(AFP)

13-01

(Reuters)

Les USA menacent de réduire leur aide à l'Autorité palestinienne si son président, Mahmoud Abbas, associe le Hamas au pouvoir dans la foulée des législatives palestiniennes du 25 janvier, car le Hamas refuse de renoncer à la "lutte armée". et refusent de reconnaître l'Etat d'Israël

Un porte-parole du Mouvement de la résistance le Hamas a estimé que les déclarations américaines équivalaient à une ingérence flagrante dans les affaires palestiniennes. "Ce chantage est totalement rejeté par le Hamas", a déclaré Sami Abou Zouhri, porte-parole du mouvement. "Notre peuple défendra ses choix".

Un diplomate US souhaitant garder l'anonymat déclare : il est interdit d'aider le Hamas et cela aura des "ramifications financières",
L'an dernier, Bush a proposé au Congrès de débloquer une aide globale de 350 millions de dollars pour les palestiniens afin de renforcer la position politique d'Abbas, perçu comme un modéré,
nb : l'aide à Israël se monte à plus de deux milliards de dollars par an.

14-01

L'envoyé américain au Proche-Orient, David Welch, a que les Etats-Unis pensaient que les palestiniens avaient droit à voter partout dans les élections du 25 janvier ..
"Nous apprécions les déclarations du président Abbas que les élections auront lieu à temps", a indiqué Welch pour sa part et ajouter que les américains soutenaient "fortement" le président Abbas dans ces élections..

3-1 Onu

14-01

L'observateur permanent de la Palestine auprès de l'ONU, M. Riyad Mansour, a appelé le secrétaire général Kofi Annan à prendre des mesures afin d'obliger Israël à appliquer ses engagements et à respecter le droit international, y compris la loi humanitaire internationale ...

SOURCE : IPC+WAFa

16-01

L'émissaire de l'Onu au Proche-Orient, Alvaro de Soto a déclaré : "En fin de compte dans une démocratie, on ne peut avoir la participation à la fois à une fonction élue et à une milice armée. C'est tout simplement incompatible", a dit l'émissaire de l'Onu. Mais il a ajouté qu'il incombait aux Palestiniens de décider qui peut participer aux élections et de réfléchir "aux conséquences de leur élection"...

(Reuters)

16-01

Dans une interview à Reuters, de Soto a exhorté Israël à assouplir ces restrictions et à accroître la liberté de mouvement des électeurs et du personnel chargé de l'organisation du scrutin.

(Reuters)

3-3 Pays Arabes & voisins

Ligue Arabe

17-01

Le Secrétaire de la Ligue Arabe, Amr Moussa, considère que l'intervention israélienne dans les élections législatives palestiniennes dans la ville de Jérusalem-Est est contraire à la démocratie et une falsification de la vraie démocratie ...

Moussa affirme que la participation des jérusalémites dans les élections prochaines est un droit légal et que personne n'a le droit d'intervenir.

Il a ajouté qu'il faisait confiance à la conscience des palestiniens pour leur unité nationale et leur perception de la réalité des développements actuels dans les territoires palestiniens en particulier et la région entière en général.

Moussa a déclaré que " Le contrôle des questions sécuritaires était un intérêt palestinien " et a précisé que la palestinienne affrontait des moments difficiles et qu'il y avait beaucoup de gens opérant derrière la scène, mais qu'il restait confiant.

quotidien égyptien Al Ahram

SOURCE : IPC+WAFa -

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12990

Jordanie

18-01

Le roi Abdallah II de Jordanie a déclaré qu'il s'agit de la création d'un Etat palestinien, ou c'est le chaos, la violence et l'instabilité du Proche-Orient.

Il a appelé Israël à poursuivre son retrait des territoires palestiniens et a affirmé que les deux prochaines années seront particulièrement critiques ...

Les israéliens et les palestiniens doivent reprendre les négociations et ne pas s'arrêter pas au retrait israéliens de Gaza, qui doit représenter le début d'autres retraits des autres parts des terres palestiniennes ", a ajouté le Roi.

Réitérant le soutien de la Jordanie aux palestiniens, le Roi Abdullah II a déclaré à la délégation du Conseil des Relations externes des Etats-Unis, dirigé par Brent Scowcroft, que la communauté internationale devrait appuyé fortement l'établissement d'un état palestinien.

Le Monarque a approuver les efforts fournis par l'envoyé du Quartet, James Wolfenson afin d'améliorer la situation économique des palestiniens et il a souligné le besoin d'appuyer ainsi que les efforts du président Mahmoud Abbas pour renforcer la loi et l'ordre, en construisant des institutions sécuritaires et civiles qui pourraient parvenir à l'aspiration des palestiniens.

De plus, le souverain jordanien a exprimé son espoir que les élections palestiniennes, programmées pour le 25 janvier et les élections israéliennes programmées le 28 mars augmente les chances de paix au Proche Orient.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12992

4 Territoire palestinien occupé :

-
Palestine

.
5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source: <http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

16-01

.L'armée israélienne traque chaque nuit des résistants dans des villes de Cisjordanie.

AP

Les chars appartenant aux forces de l'occupation israélienne, concentrées à la frontière de la bande de Gaza, ont bombardé, aujourd'hui à l'aube, le nord de la bande de Gaza, semant la panique parmi les femmes et enfants..

17-01

Des bulldozers militaires, appuyés par un nombre élevés de soldats, ont envahi le village d'Al Furdeis, à l'est de Bethléem, dès les premières heures de la matinée et rasé deux maisons selon l'agence de Maan ..

Bethléem.

18-01

Un membre du Jihad a été blessé, quand les soldats venus l'arrêter ils ont ouvert le feu contre lui, selon un porte-parole.

Salfeet.

14-01

Salha Al-Dik, âgé de 85 ans, a été blessée lors d'une attaque des chiens loup des forces d'occupation israélienne, après la perquisition dans sa maison sous prétexte de rechercher des résistants palestiniens.

SOURCE : IPC+WAFa

village de Tzurif, (près de Bethléem)

18-01

Les troupes sionniste ont encerclé le logement d'un résistant.

L'homme a été l'blessé par balles.

AP

Jérusalem.

Hébron (sud de la Cisjordanie)

Jénine

18-01.

Une vingtaine de jeeps israéliennes sont entrées dans la ville à la recherche de résistants

Un supposé résistant a été blessé à l'issue de la fusillade, d'après Tsahal.

3 autres palestiniens sont blessés

2 soldats israéliens ont été blessé dans l'échange de coups de feu, selon une source militaire.

AP

Toulkarem

16-01

Les troupes israéliennes ont tué à l'aube un dirigeant du Hamas lors de l'invasion de la ville.

Selon des témoins, des soldats ont rechercher Thabet Ayyadeh, 23 ans, afin de le supprimer.

Les soldats ont encerclé une maison où habitait Thabit et l'ont tué.

Le correspondant d'IPC a rapporté que plus de 25 blindés et jeeps militaires avaient encerclé la maison d'Ayyada et un échange de coups de feux s'en était suivi

Version israélienne : les soldats israéliens ont tué un activiste local du Hamas, au cours d'un échange de feu et ils ont indiqué, comme d'habitude, qu'ils avaient essayé au début de l'arrêter. L'un des soldats a été blessé.

SOURCE : IPC+WAFa

17-01

Rafat Nassif , chef de la branche politique du Hamas à Toulkarem a accusé Israël : "Ce crime a été commis alors que le Hamas respecte (la trêve). L'objectif est de la torpiller. Nous ne resterons pas silencieux",
(ats 05:55)

Autres territoire palestinien en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

Village de Rojeeb, au sud-est de la ville de Naplouse

15-01

Le ministère de l'Intérieur palestinien a indiqué que "des hommes d'une unité spéciale israélienne habillés comme des Palestiniens" avaient ouvert le feu de "sang froid" sur Nawal Dwekat (50 ans) et son fils Fawzi (20 ans), qui ont été assassinés (Ces sources ont précisé que la mère a été touchée 15 fois)

Selon le ministère, cinq autres membres de cette famille ont été blessés par les tirs, dont trois grièvement, ainsi qu'un membre des secours venu évacuer les victimes.
(afp- 16h23 -SOURCE : IPC+Wafa)

Bande de Gaza

15-01

L'armée israélienne a décidé de fermer le passage de Karni, dans la bande de Gaza, sous des prétextes sécuritaires.

16-01.

Les forces d'occupation israélienne ont arrêtés 19 palestiniens dans différentes parties de la Cisjordanie sous prétexte qu'ils étaient des activistes.

Selon la radio israélienne, des soldats israéliens ont envahi l'Al-Marj au nord de la ville de Qalqilya, et arrêtant 14 membres du mouvement de la résistance " Hamas ".

Dans même contexte, ils ont arrêté quatre activistes du mouvement de Djihad Islamique, dans le village d'Allar et un autre membre du mouvement de Fatah a été arrêté dans la ville de Naplouse.

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués	: 4.256
ans	dont : 681 de moins de 21
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.617
Internationaux blessés	: 148 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 46.111
En prison :	: 9.200

Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265
2-2 <u>Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.078 (333
militaires/policiers)	
Israéliens blessés	: 5.939 (1236
militaires/policiers)	
<i>Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)</i>	

Ces totaux sont obtenu par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

Selon le Centre national palestinien d'Information (PNIC)

16-01

Le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada d'Al- Aqsa du 29 août 2000 au 31 Décembre 2005, a atteint 4242 tués (enfants 793),

le nombre des blessés a atteint 46.068

lire suite dans [8-1 Rapport du Centre national palestinien d'Information \(PNIC\)](#)

5 Médias

5-1 Rapport annuel de l'IPC

l'IPC mentionne que les medias israéliens continuent de diffuser des fausses informations et de les façonnés conformément à l'agression de l'armée israélienne contre les palestiniens

Les medias israéliens affirment que la guerre des mots devrait plus tuer que les rouquettes de chars qui détruisaient les bâtiments et tuaient les citoyens palestiniens ...

L'analyste de l'IPC , Faiz Abu Rizeq dit que les medias israéliens essayaient de diffuser le fait que les rouquettes palestiniennes sont redoutables en exagérant leurs effets afin de convaincre l'opinion public.

Le rapport a réfuté les justifications par les médias israéliens en ce qui concerne les opérations de tueries et de destructions menées par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens occupés.

Le rapport se pose plusieurs questions sur les medias israéliens qui considèrent de telles pratiques comme des actes justifiés par la sécurité en forgeant de toute pièces des faits et des réalités où les cachant. ...

Ils camoufle les opérations de tueries en utilisant des termes comme " un combat armé " et un échange de feu ".

Le rapport indique les essais des medias israéliens de créer des inter -conflits entre les factions palestiniennes par faire croire que les palestriniens sont engagés dans un conflit politique, économique et même familial.

Les medias israéliens ont essayé de convaincre le monde entier que les medias palestinien

sont rempli par des sentiments anti -juif ; mais nous découvrons que les medias israéliens sont plein de termes de provocations; cela nous fait penser au ministre nazi de Propagande Joseph Goebbels durant la deuxième guerre mondiale.

Le rapport mentionne également que les media israéliens ont diffusé des provocations contre le président Mahmoud Abbas car il avait refusé de faire une guerre civile contre les factions sous prétexte de combattre le terrorisme. (ce qui était le désir d'Israël)

De plus, durant l'évacuation des colons juives de la bande de Gaza et le nord de la Cisjordanie , les medias israéliens ont diffusés le point de vue israélien par présenter les colons comme des victimes et exposer leurs souffrances au lieu d'exposer la souffrance palestinienne dont les territoires palestiniens sont occupés depuis plus de 37 ans et les souffrances des réfugiés.

SOURCE : IPC

5-2 Le Hamas à une chaîne de télévision, Al-Aqsa

Al-Aqsa : "Ce sera une télévision islamique pour servir le mouvement islamique et prône et la lutte contre Israël

Selon AFP : Al-Aqsa aurait son vocabulaire propre. "On ne dira pas le ministre de la Défense israélien, mais le ministre sioniste de la guerre et du terrorisme. Nous ne nommerons pas Sharon, Premier ministre, nous l'appelons criminel de guerre".

Raëd Abou Deïr, directeur : Nous mettons en avant les sacrifices du peuple palestinien. Quand il y a un bombardement, il ne faut pas continuer à diffuser des feuillets".

Raëd Abou Deïr, directeur "Nous axons actuellement nos programmes sur la liste du Changement et des réformes (la liste du Hamas) et avec cette télévision, nous espérons atteindre plus de monde"La télévision est l'extension de l'important réseau d'information du Hamas. Cela a commencé avec le journal hebdomadaire al-Rissala, puis la radio La Voix d'Al-Aqsa", explique le journaliste palestinien Chahdi al-Kachef,".

Le Hamas, qui dispose d'un large soutien chez les classes populaires palestiniennes, ne compte pas s'arrêter là. "Cela n'est qu'un début. Nous réfléchissons à un quotidien, un site internet et nous préparons le lancement d'une radio d'information en continu", indique M. Abou Deïr.

Quant à une éventuelle attaque de la télévision par Israël qui avait pris pour cible la radio en 2004, cela ne lui fait pas peur. "Nous continuerons notre travail même si nous sommes bombardés

13-01

(AFP)

6 Les brèves

6-1 : Arrêt immédiat des bombes soniques sur Gaza ...?

17-01

La Haute Cour de Justice israélienne a refusé de donner un ordre pour la plainte déposée par Gaza Community Mental Health Programme (GCMHP) et les Physicians for Humans Rights - Israël (PHR) qui demandait un arrêt immédiat des bombes soniques sur Gaza ...

Les deux organisations ont déposé une pétition afin d'arrêter les bombes soniques, devant la Cour, pendant le mois d'octobre 2005. La plainte a été refusée en raison de l'attente de la décision finale de la Cour sur les bombes soniques.

L'avocat des deux organisations, Yonna Lerman, a déclaré que le refus de la Cour était attendu, parce que les prétentions de la sécurité de l'armée israélienne étaient d'habitude acceptées par la Haute Cour israélienne.

La Cour, par sa décision de cette façon donne davantage de légitimité aux bombes

soniques sur la bande de Gaza en dépit du fait que telles bombes causaient des dégâts humains et physiques.

Bien que les bombes soniques avaient été analysées et critiqué fortement par la communauté internationale, des experts en santé et des organisations et activistes des droits de l'homme, la Cour israélienne a donné une justification complète à telles activités criminelles.

On doit mentionner que le procès pour stopper les bombes soniques sur Gaza a été ajourner au 26 février 2006 à la requête de l'armée israélienne.

De son coté, le Ministère de la Santé avait affirmé, en 25 Octobre 2005, que les raids réels lancés par les hélicoptères israéliennes contre la Bande de Gaza, créait un état de peur pour les enfants et les malades.

Dr. Mo'awiya Hasanein, le directeur de la section d'émergence et d'ambulance a clarifié que ces raids fictifs affectait non seulement l'état physique chez les gens, mais conduit a des dommages matériels comme la destructions (lézardement) des fenêtres, entrées des bâtiments et façades des magasins

Les groupes des droits de l'Homme palestiniens et israéliens ont indiqué : "Ces booms extrêmement forts ont causé du mal physique et mental à la population comme aussi des dégâts aux propriétés".

Selon la loi internationale, " les booms représente une punition collective contre la population civile et donc ils sont illégales ".

Les violations du droit à la santé, causées par les booms sont interdites par plusieurs conventions internationales, y compris la Convention Internationale sur les Droits de l'Enfant.

Le chef du group de Gaza, Dr. Eyad Sarraj, un psychiatre, a écrit que les booms avaient des effets très graves sur les enfants de Gaza, car causant l'anxiété, la panique, la peur, une concentration mauvaise, du bégaiement et l'accomplissement universitaire bas.

En Octobre 2005, l'Alliance israélienne des médecins pour les droits de l'Homme et le Centre de la santé mentale à Gaza avait demandé, dans un rapport, au Court suprême israélien de cesser les raids de l'aviation israélienne parce qu'ils nuisaient à la santé physiquement et psychologiquement des citoyens à Gaza.

SOURCE : IPC+WAFSA &

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12980

6-2 Discipline budgétaire

L'Union européenne retarde le déblocage d'une aide de 35 millions d'euros aux Palestiniens, en invoquant l'absence de discipline budgétaire de la part de l'Autorité autonome, a déclaré Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne aux Relations extérieures.

En visite dans la région à huit jours des élections législatives palestiniennes du 25 janvier, Ferrero-Waldner a expliqué que la moitié d'une aide de 70 millions d'euros donnée par l'UE à la Banque mondiale en novembre n'avait pas été débloquée et que la question faisait actuellement l'objet de discussions.

"Il faut qu'il y ait un ministre des Finances (palestinien) crédible, mais il faut aussi qu'il y ait un budget et ce budget doit rester dans les limites de ce qu'il prévoit", a-t-elle déclaré. L'Autorité palestinienne n'a pour l'instant pas réagi officiellement.

Aucun successeur n'a été nommé en remplacement de Salam Fayyad, qui a démissionné en novembre de son poste de ministre des Finances afin de se porter candidat aux législatives.

(Avec Reuters)

(mardi, 17 janvier 2006)

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information
Marc

7-1 Point de vue de Valérie Féron : Élections sous occupation

À dix jours des législatives, si bien des débats agitent leur société, les Palestiniens se rejoignent en général pour dire que « cela n'a pas grand sens de procéder à des élections sous occupation ». Ce sentiment semble s'être renforcé avec le temps, entre les premières élections générales de 1996 et les scrutins présidentiels et municipaux de l'an dernier. Il est exacerbé par les fortes déceptions concernant « le processus de paix » et la situation intérieure marquée par de très vives tensions et les scènes d'anarchie, notamment dans la bande de Gaza. S'ils tiennent au scrutin, c'est surtout par soif de changer « de têtes » et par « nécessité » de renouveler leur Parlement, en place depuis 1996. La confusion générale est alimentée en arrière-plan par la situation politique en Israël, suite à l'hospitalisation du premier ministre Ariel Sharon et sa mise à l'écart probable de la vie politique.

Une question reste en suspens malgré les assurances internationales : les élections auront-elles bien lieu ? Ceux qui répondent par l'affirmative sont certains que « les États-Unis y tiennent pour redorer leur blason ». Et de dénoncer la manœuvre en avouant leur crainte de se voir pris au piège dans « un jeu à l'irakienne ». Une crainte particulièrement répandue parmi les quelque deux cent mille Palestiniens de la partie occupée de Jérusalem où le vote aura lieu comme lors des précédents scrutins dans les bureaux de poste : en 1996, les électeurs mettaient eux-mêmes leur bulletin dans l'urne, mais pour les présidentielles de 2005 ils le donnaient aux employés de poste sans même parfois apercevoir l'urne où il était censé être déposé, augmentant donc l'impression d'être considéré comme un électeur « par correspondance ». Ici, les frustrations sont portées à leur comble et s'expriment ouvertement lors des meetings électoraux : « Je me réjouis de voir autant de responsables politiques venir nous parler, rien que pour cela j'aimerais que nous ayons des élections tous les mois ! » ironise Firas, venu assister dans la même journée à un meeting du parti au pouvoir, le Fatah, puis à un autre de « la troisième voie », la liste de la députée bien connue Hanane Ashraoui et du ministre des Finances Salam Fayyad, très apprécié des Occidentaux. Une liste qui se veut une alternative au Fatah et au groupe radical Hamas, interdit pour sa part par Israël de faire campagne à Jérusalem. Beaucoup de citoyens, s'ils vont écouter les candidats, se demandent toujours pour qui voter, voire même s'ils vont aller voter : « Politiquement l'action est bien sûr importante, explique Ahmad, trente-cinq ans, mais à Jérusalem nous sommes sous occupation totale. Alors, même avec la meilleure volonté du monde, nos futurs élus ne pourront pratiquement rien faire pour nous au quotidien. »

On fait aussi remarquer que les arrangements de 1996 ne valent plus, le contexte ayant terriblement changé, ne serait-ce que par la construction du mur qui découpe les quartiers palestiniens en îlots isolés. C'est avec une certaine appréhension que l'on se remémore ce scrutin : « Devant tous les bureaux de poste, il y avait des soldats israéliens avec des chiens, se rappelle Yaoub, habitant de la vieille ville de Jérusalem. Ma sœur a eu tellement peur qu'elle est retournée chez elle sans aller voter ! Moi, je suis entré, mais j'espère que cette fois-ci j'aurai un meilleur accueil ! » Pour les Palestiniens de la partie

occupée de la Ville sainte, le droit de voter commence au seuil de leur porte, par le droit de se rendre, le moment venu, jusqu'aux bureaux de vote sans être intimidés.

Valérie Féron de l'Humanité du 16 janvier 2006

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2783

(mercredi, 18 janvier 2006)

7-2 Tribunes et décryptages : Sondage électoral dans les Territoires palestiniens :

Principaux résultats :

1/ le Fatah obtiendrait 35,9% des voix, le Hamas 26,7%.

2/ 79,3% soutiennent, à des degrés variés, une reprise des négociations avec Israël.

3/ 65,3% soutiennent la continuation du cessez-le-feu

4/ 68,4% soutiennent Mahmoud Abbas, à des degrés variés

5/ 31,1% pensent que la maladie d'Ariel Sharon pourrait provoquer une régression du processus de paix

Détail des résultats

Remarques préliminaires :

pour voir le sondage dans sa totalité, il faut aller sur le site du PCPO :

www.pcpo.ps/polls.htm

les élections législatives palestiniennes se déroulent à deux niveaux. La moitié des sièges est distribuée à partir des résultats d'un scrutin majoritaire par circonscriptions, à raison d'un député par circonscription ; l'autre moitié sera le résultat d'un scrutin à la proportionnelle par liste. Ce sondage ne prend en compte que ce dernier.

1/ Pour quelle liste comptez-vous voter dans le cadre du scrutin à la proportionnelle ?

Fatah ("Mouvement National Palestinien de Libération") : 35,9%

Hamas ("Liste pour le Changement et la Réforme") : 26,7%

Palestine Indépendante (emmenée par Mustafa Barghouti, à ne pas confondre avec Marwan Barghouti qui se présente à la tête du Fatah) : 8,3%

Liste Alternative (coalition FDLP, FIDA, Parti du Peuple) : 7,5%

FPLP ("Liste du Martyr Ali Mustafa") : 7,1%

Liste pour une Troisième Voie (indépendants emmenés par Hanane Ashrawi et Salam Fayyed) : 4 ;1%

Les 5 autres listes obtiennent moins de 1% des voix

2/ Dans quelle mesure soutenez-vous actuellement Mr Mahmoud Abbas ?

soutient fermement : 23,6%

soutient dans une certaine mesure : 44,8%

opposé dans une certaine mesure : 17,8%

opposition forte : 13,1%

3/ Pensez-vous que la maladie de Sharon et son incapacité à exercer le pouvoir auront pour effet un progrès ou une régression dans le processus de paix ?

un progrès : 22,0%

une régression : 31,1%

aucun effet : 42,6%

4/ Pensez-vous que le nouveau parti Kadima fondé par Sharon provoquera un progrès ou un recul du processus de paix ?

un progrès : 36,0%

un recul : 23,7%

aucun changement : 38,7%

5/ Pensez-vous, oui, ou non, que la création de Kadima par Sharon indique un changement positif dans sa politique à l'égard de la paix ?

oui : 32,6%

non : 63,9%

6/ En Cisjordanie et dans la bande de Gaza, certains pensent que la création par Israël d'une "zone tampon" au nord de la bande de Gaza correspond à un souhait israélien de continuer à occuper Gaza. D'autres pensent qu'elle sert à empêcher les Palestiniens de pénétrer dans cette région pour y tirer des missiles sur Israël. De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?

Israël souhaite continuer à occuper la bande de Gaza : 56,4%

Israël veut empêcher les Palestiniens de pénétrer dans cette région pour y tirer des missiles sur Israël : 41,9%

7/ Etes-vous favorable, actuellement, à la reprise du processus de paix avec les Israéliens ?

oui, fortement : 34,0%

oui, dans une certaine mesure : 45,3%

opposé, dans une certaine mesure : 12,2%

fortement opposé : 7,3%

8/ Pensez-vous que les Palestiniens et les Israéliens ont le droit de vivre ensemble en paix et dans la sécurité dans cette partie du monde ?

oui : 66,9%

non : 32,5%

9/ Etes-vous favorable ou non à ce que l'accalmie avec Israël continue, à condition que les deux parties la respectent ?

favorable : 65,3%

opposé : 29,0%

10/ A votre avis, quelle est l'état général de l'économie dans les territoires palestiniens ?

bon : 7,9%

médiocre : 43,1%

mauvais : 48,8%

11/ Compte tenu des conditions politiques et économiques que vous connaissez ces derniers temps, êtes-vous optimiste ou pessimiste en ce qui concerne l'avenir ?

Pessimiste : 69,4%

Optimiste : 27,6%

Tribunes et décryptages - 13 janvier 2006

7-3 Point de vue de UJFP : De l'Europe et des palestiniens

(Section de l'UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX)

L'Europe soutient les Palestiniens à condition qu'ils soient dignes d'être soutenus par l'Europe, ainsi doit-on comprendre les déclarations de Javier Solana, Haut Responsable de la Politique étrangère et de la Sécurité commune de l'UE. De tels propos menacent les Palestiniens de remettre en cause toute aide financière si le Hamas devait gagner les élections le 25 janvier.

En même temps, l'Union européenne refuse de diffuser un rapport sur la façon dont l'Etat d'Israël met en place la judaïsation de Jérusalem, pour ne pas intervenir avant une campagne électorale dit-elle.

On pourrait résumer l'attitude de l'Union européenne de la façon suivante : Il ne faut pas faire de peine à Israël, surtout en période électorale ou pré-électorale. Il ne faut pas que les Palestiniens nous fassent quelque peine s'ils veulent qu'on continue à les aider, et par conséquent il ne faut pas qu'ils votent pour des candidats dont nous ne voulons pas.

Il y a longtemps que l'on sait que l'Europe soutient la politique israélienne et qu'elle refuse de prendre des positions autres que symboliques en faveur des Palestiniens. On peut y voir le résidu d'une culpabilité liée au passé, on peut y voir aussi le soutien à un Etat qui fait partie de la civilisation occidentale, pour reprendre les termes de l'idéologie du choc des civilisations. Mais ces deux positions se confortent l'une l'autre depuis que l'Europe a accepté de considérer les Juifs comme des Européens et que l'Etat d'Israël, fier de cette reconnaissance, sait qu'il a les mains libres pour sa politique contre les Palestiniens.

L'Europe peut alors se permettre de donner des leçons de démocratie à un peuple occupé dont l'occupant grignote chaque jour des morceaux de son territoire pour réaliser son rêve : un Etat juif de la Méditerranée au Jourdain, quitte à donner quelques gages à ses amis européens et américains en retirant ses colonies de Gaza, ce qu'il ne faut pas confondre avec un retrait de Gaza qui reste sous contrôle israélien comme le montrent les derniers événements.

Les Palestiniens sont occupés, ce que l'on feint d'oublier lorsque l'on symétrise la situation entre Israël et Palestine et lorsque, au nom de la défense de la paix et de la démocratie, on explique aux Palestiniens comment mettre fin aux difficultés qu'ils rencontrent en établissant un régime démocratique chez eux. Sauf que le terme « chez eux » ne signifie ici que l'acceptation de l'hégémonie israélienne qui, dans les diverses propositions de paix, que ce soit celles d'Oslo, de Genève, ou la fantomatique Feuille de route.

On peut alors décider qui sont les bons et qui sont les mauvais et se permettre de dicter aux Palestiniens ce qu'ils doivent faire, y compris pour qui ils doivent voter, s'ils veulent mettre fin à l'occupation qu'ils subissent, comme si cette occupation ne dépendait que d'eux. Mais comme le disent les Européens, il ne faut pas peiner les gouvernements israéliens.

Quant aux Israéliens, enfermés dans leurs propres problèmes électoraux, ils n'ont pas de temps à perdre avec les élections palestiniennes. Ils se contentent de dire que le Hamas n'a pas le droit de présenter des candidats, que cela ferme la porte à toute perspective de paix (il y en avait !!!), et même le Parti Travailleuse nouveau explique qu'il faut négocier mais pas avec le Hamas. Et pour montrer leur ouverture ils continuent à parler de Jérusalem comme « capitale éternelle de l'Etat d'Israël » et ils proposent, pour éviter d'évacuer les colonies, de les louer au futur Etat de Palestine, comme les Anglais ont loué Hong-Kong aux Chinois au temps de la colonisation toute puissante. Une nouvelle façon de ne pas résoudre le problème.

C'est aux Palestiniens et à eux seuls à décider à qui accorder leur confiance le jour du vote. Quant au Hamas, le moyen le plus efficace de lutter contre lui est de mettre fin à

l'occupation qui le nourrit.
COMMUNIQUÉ DE PRESSE
(13/01/06)
Publié par Adriana Evangelizt

7-4 Point de vue de Immanuel Wallerstein : L'illusion de Sharon

Après qu'Ariel Sharon eut été victime de son attaque cérébrale, la plupart des commentateurs occidentaux ratiocinèrent que le monde ne connaîtrait jamais exactement la nature de ses plans pour apporter la paix en Israël / Palestine, et que personne d'autre que lui ne serait jamais en mesure de résoudre le problème comme lui aurait su le faire. A mes yeux, c'est totalement absurde. Je connais ses plans, qu'il n'avait pratiquement jamais cherché à dissimuler. Et ces plans n'auraient en rien résolu le problème, étant donné qu'ils étaient fondés sur une illusion fondamentale.

La sécurité nationale : voilà l'obsession de la plupart des Israéliens juifs. On peut le comprendre, dès lors que la sécurité fondamentale de l'Etat d'Israël est des plus précaires, et que cela ne date pas d'hier. Ariel Sharon a, de tout temps, été quelqu'un qui souhaitait obtenir la souveraineté totale, pour Israël, sur la totalité du territoire qui avait été jadis celui du Mandat britannique, et aussi dans certaines régions (comme le Golan), qui n'en faisaient même pas partie. Il voulait que ce territoire constitue un Etat juif, avec une majorité juive évidente, dans sa population.

En cela, il était dans la ligne d'un Vladimir Jabotinsky et de son mouvement révisionniste, au sein du sionisme. Jabotinsky, rappelons-le, avait créé son parti en protestation contre l'exclusion par les Britanniques de la Transjordanie [aujourd'hui, la Jordanie] de leur Mandat. Les Révisionnistes (dont l'actuel Likoud est le descendant) avaient toujours eu une vision des plus expansionnistes du territoire d'Israël. Ils insistaient en permanence, par ailleurs, sur la nécessité, pour avoir un Etat d'Israël militairement puissant (et agressif, quand ils le jugeaient nécessaire), de recourir à la politique du « mur de fer ».

Sharon était par ailleurs un militaire brillant. Il a joué un rôle de plus en plus important dans les guerres israélo-arabes successives, et un rôle notamment repoussant lors de l'invasion du Liban, en 1982, rôle pour lequel les Israéliens finirent même par le sanctionner pour la galerie. Ministre dans divers gouvernements, il eut un rôle leader dans la création de nouvelles colonies dans les territoires occupés, après 1973, avec l'intention de créer des faits accomplis qu'il serait bien difficile de défaire dans toute négociation de paix à venir.

Ceci étant posé, on se demande ce qui a bien pu lui valoir cette réputation de faiseur de paix ? Deux choses : la première, c'est une certaine dose de réalisme, chez lui. Il en est venu à prendre conscience du fait que la mise en application jusqu'au bout de son programme soulevait trop d'opposition, même au sein du gouvernement américain, pour être faisable. Et il en vint à redouter que la « catastrophe » démographique pendante - une majorité arabe

en Israël, résultant d'un différentiel entre les taux de natalités. D'un autre côté (du côté des Israéliens centristes et des Occidentaux pro-israéliens), il y avait la croyance de plus en plus largement partagée que seul un faucon notoire serait capable, politiquement, de faire les concessions nécessaires pour parvenir à un règlement. Les exemples de De Gaulle et de l'indépendance de l'Algérie, ou encore de la rencontre entre Nixon et Mao Zedong étaient régulièrement évoqués.

Le projet de Sharon, quel était-il ? Il prévoyait d'évacuer seulement les parties des territoires occupés densément peuplés d'Arabes et peu peuplés de juifs. Gaza fut la première étape, et diverses zones éparpillées en Cisjordanie auraient suivi. Mais il prévoyait, simultanément, d'incorporer à Israël des zones qui connaissent aujourd'hui une intense colonisation juive. Ceci incluait Jérusalem Est, bien entendu, mais aussi trois blocs de colonisation en Cisjordanie, autour desquelles le mur est aujourd'hui en cours d'achèvement. Après quoi, il prévoyait de dire aux Palestiniens qu'ils étaient autorisés à instaurer un Etat sur les parties restantes, pour peu qu'ils n'aient pas d'armée digne de ce nom et à condition qu'ils reconnaissent Israël et le caractère définitif des frontières ainsi définies. Et étant donné qu'il savait très bien qu'aucun des dirigeants palestiniens n'accepterait jamais de telles conditions, il avait l'intention de les mettre en application unilatéralement, sans les consulter.

L'illusion de Sharon, quelle était-elle ? Il pensait, avant toute chose, que les Palestiniens n'auraient d'autre choix que d'accepter cette réalité imposée de manière unilatérale. Comment a-t-il pu penser ça, cela me dépasse, dès lors que le plus « modéré » des dirigeants palestiniens avait déjà clairement indiqué que cela serait totalement inacceptable. Et, bien entendu, les Palestiniens sont prêts à élire des dirigeants beaucoup moins « modérés ». Ensuite, Sharon croyait avant tout que le temps jouait en faveur d'Israël. Comment a-t-il pu le penser, cela me dépasse aussi ! Les Israéliens ne cessent de perdre leur légitimité internationale, inexorablement, depuis au minimum 1973. L'unilatéralisme arrogant, on voit bien que cela ne vaut rien non plus à George Debeulio Bush. Il n'y donc aucune raison que cela marche, pour Israël. De fait, le plan de Sharon ne ferait qu'accélérer la délégitimisation d'Israël, exactement de la même manière que l'invasion de l'Irak voulue par Bush n'a fait qu'accélérer le déclin de la puissance américaine.

Le célèbre diplomate israélien Abba Eban aurait dit un jour : « Les Arabes ne ratent jamais l'occasion de rater une occasion. » Ne pourrait-on pas dire cela, au centuple, du leadership israélien, depuis un demi-siècle ? Sharon pourrait fort bien avoir été la dernière bouffée d'illusionnisme politique, pour Israël. La paix, c'est toujours un marchandage politique. Et non pas militaire.

in Commentary n° 177, 15.01.2006

Traduit de l'anglais en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (transtlaxcala@yahoo.com). Cette traduction est en Copyleft.

[Copyright Immanuel Wallerstein. Tous droits réservés. Autorisation de

décharger, de transmettre électroniquement ou par messagerie électronique et d'afficher ce texte sur les sites Internet à but non lucratif, à condition que le texte soit inchangé et que cette notice concernant le copyright soit jointe. Pour traduire, publier, imprimer ou reproduire par tous autres moyens, y compris les sites Internet à visée lucrative et pour les citations d'extraits, contacter l'auteur à l'adresse électronique suivante : iwaller@binghamton.edu]

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Rapport du Centre national palestinien d'Information (PNIC)

16-01

Le nombre de personnes tuées depuis le début de l'Intifada d'Al- Aqsa du 29 août 2000 au 31 Décembre 2005, a atteint 4242 tués (enfants 793)

le nombre des blessé a atteint 46068 Le nombre de palestiniens qui ont été tués pendant des bombardements israéliens a atteint 732 victimes, 270 femmes sont tombées morts en plus de 344 membres de la sécurité nationale et 844 étudiants et professeurs.

Selon le rapport, le nombre de personnes exécutées extrajudiciairement vaut 376citoyens, tandis que le nombre de malades qui sont morts en raison des obstacles et des points de contrôle israéliens a atteint 140 personnes.

D'autre part, 61 personnes ont été tuées en raison des attaques produites par des colons israéliens.

Quant au personnel du secteur médical, 36 fonctionnaires ont été tués en plus de 9 autres personnes du personnel de la Défense civile, également 9 journalistes et ouvriers dans la presse ont été assassiné à côté de 220 athlétiques.

Le nombre de prisonniers et de détenus qui sont encore emprisonnés 9200 palestiniens, dont 580 ont été emprisonnés avant l'Intifada d'Al- Aqsa, tandis que le nombre de prisonniers étudiants dans des écoles ou universités est arrivé à 1389 prisonniers, d'ailleurs, 301 enfants au moins de 18 ans sont en dehors de ce nombre.

A Propos des prisonniers dans le domaine de l'Education, 205 professeurs et employés du ministère de l'Education supérieur ont été détenu par les forces de l'occupation israélienne. En outre, 1200 prisonniers souffrent des maladies chroniques, pourtant, 116 prisonnières sont encore détenues, tandis que 67 prisonnières ont été jugées, 43 sont condamnées avec sursis et 6 prisonnières sont administratives.

Le rapport déclare aussi que le nombre d'ouvriers en chômage, selon les résultats d'un aperçu fait au premier trimestre de 2005, a atteint 272 (26,3%), où le pourcentage de la pauvreté dans les territoires palestiniens atteint 67,6% à cause de la fermeture israélienne, ceci est selon les résultats de l'enquête de pauvreté faite en Décembre 2003.

Les violations israéliens contre les journalistes ont atteint 753 violations, où les cas enregistrés sur le bombardement israélien contre les quartiers résidentiels du 1er Octobre 2001 à la fin du Décembre 2005, ont atteint 33153 cas.

Le nombre des check points installés par les forces de l'occupation est 3817. La superficie des terres qui ont été confisquées est mesurée de 243866 dunums.

D'une part, le rapport de PNIC se réfère également au total de maisons endommagées totalement ou partiellement; 71470 maisons, dont 7628 maisons ont été complètement, parmi lesquelles 4785 maisons se situent dans la bande de Gaza.

D'autre part, le nombre de maisons qui ont été endommagées partiellement atteint 63842, dont 23622 maisons se trouvent dans la bande de Gaza.

Le nombre de bâtiments et d'équipements appartenant au secteur public et à la sécurité soit endommagés complètement soit partiellement vaut 645 bâtiments.

12 universités et écoles ont été fermées à cause des commandes militaires; 1125 associations éducatives ont été suspendues en raison de l'agression israélienne.

Pourtant, le nombre d'établissements du ministère de l'Education qui ont été affectés par le bombardement israélien ordonné de la part des troupes israéliennes, est 316 établissements.

Selon les violations israéliennes au secteur agricole, le rapport clarifie que la superficie des terres qui a été arrachée est mesurée de 76867 dunums.

1355290 arbres ont été déracinés si bien que 770 magasins agricoles ont été démolis par l'occupant israélien, an ajoutant 756 fermes avicoles ont été démolis.

31263 dunums équipés de réseaux d'irrigation et 1327 puits d'eau ont été détruits.

Les clôtures des régions agricoles qui ont été détruites, sont mesurées de 609593 mètres en arrachant 929984 mètres de réseau principal d'eau.

SOURCE : IPC & http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12955

9 Annexes

9-1 Après tout, ce n'est qu'un film... Décryptages

Dans notre précédente édition de *Tribunes et décryptage*, nous commentions la tribune de l'ancien candidat à la présidence slovène, Slavoj Zizek, qui dans le quotidien de gauche britannique *The Guardian*, analysait la banalisation et la légitimation de la torture par la série 24. Cette tribune illustre l'enjeu que représente le monde du divertissement dans le combat politique.

Les films et séries télévisées véhiculent une vision du monde. Pour satisfaire le public le plus large et amortir ainsi les coûts de production, elles sont généralement conformes au consensus dominant. Ce faisant, elles renforcent les présupposés des spectateurs. Mais elles peuvent aller plus loin encore et servir des intérêts précis se transformant alors en outils de propagande, indépendamment de savoir si elles sont financées ou non par l'État. L'industrie hollywoodienne a été traditionnellement enrôlée par l'exécutif états-unien, y compris en temps de paix. L'acteur et néanmoins président Ronald Reagan fit appuyer sa politique étrangère par les productions de la *Cannon*, stigmatisant l'URSS et minimisant la défaite au Vietnam.

Cette pratique est revenue au goût du jour depuis le réarmement unilatéral entrepris par les États-Unis, en 1998. La CIA finança alors un long métrage, *In the Company of Spies* (version française : *Mission d'élite*). À l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, les œuvres de propagande se multiplièrent : neuf films et trois séries de télévision (*The Agency*, *Alias*, et bien sûr 24) furent financées par l'agence de renseignement. De son côté, le Pentagone ne commande qu'exceptionnellement des films (quelques exceptions comme *Black Hawk Down*, en français *La chute du faucon noir*), mais prête ses hommes et ses matériels à de nombreuses superproductions en échange d'un droit de regard et de modification des scénarii. Il produit aussi ses séries télévisées (*Le Jag*, *NCIS*, *E-Ring*), tout comme le département de la Sécurité de la patrie (*Threat Matrix*). Après les attentats du 11 septembre 2001, la Maison-Blanche réquisitionna Hollywood dans un grand effort patriotique pour soutenir la « guerre au terrorisme ». Un premier accord fut conclu entre la présidence états-unienne et Jack Valenti, le président du syndicat patronal de l'industrie cinématographique (Motion Picture Association of America). Puis il fut étendu à la Paramount, CBS television, Viacom, Showtime, Dreamwork, HBO et MGM. Fin 2002, les acteurs Harry Bellafonte et Dany Glover tentèrent de créer un sursaut pour l'indépendance de la profession. Ils ne furent pas entendus.

À l'inverse, l'industrie cinématographique, télévisée ou ludique peut aussi tenir un discours dénonçant les représentations traditionnelles ou les politiques d'un État. Elle

devient alors pour les tenants de ces politiques un adversaire dont il faut relativiser l'impact.

Ces derniers mois, on a vu sortir sur les écrans, des films à portée politique ayant volontiers des accents critiques contre l'action de l'administration Bush. Les cercles néo-conservateurs ou sionistes se sont alors mobilisés pour tenter de les disqualifier.

Syriana de Stephen Gaghan, avec l'acteur George Clooney, est ainsi décrié par le propagandiste néo-conservateur Amir Taheri dans une tribune très bien diffusée par le cabinet de relations publiques *Benador Associates* dans les journaux arabes anglophones *Asharq Alawsat*, *Arab News* et *Morocco Times* ainsi que dans la chronique hebdomadaire de l'auteur dans le *New York Post*.

Ce film, sorti en décembre aux États-Unis et prévu en février en France (et que par conséquent nous n'avons pas encore pu voir), retrace l'histoire d'un complot de la CIA visant à assassiner un dirigeant arabe progressiste ayant décidé de rompre ses relations commerciales avec une entreprise états-unienne au profit de la Chine. L'œuvre doit d'autant plus attiser la colère des partisans de l'administration Bush qu'elle est produite par Section 8, la compagnie du réalisateur Steven Soderbergh et de l'acteur-réalisateur George Clooney. Cette même société a récemment produit le deuxième film réalisé par George Clooney, *Good night and good luck*, dénonçant les méfaits du maccarthysme et sorti aux États-Unis presque en même temps que *Syriana*. L'acteur-réalisateur, qui ne cache pas ses sympathies démocrates et son opposition à la Guerre en Irak, a largement utilisé la promotion de ce film pour brocarder l'administration Bush et pour établir des parallèles entre l'action actuelle de la Maison-Blanche et la période mise en scène dans le long-métrage.

Pour Amir Taheri, *Syriana* raconte, bien entendu, une histoire totalement invraisemblable puisque l'objectif de la politique états-unienne est justement de voir l'émergence de dirigeants arabes « éclairés ». L'auteur feint de ne pas savoir pourtant que le film est inspiré du roman d'un ancien agent de la CIA, Robert Baer, qui fut pendant 20 ans en poste au Proche-Orient et qui tient même un petit rôle dans le film. Pour M. Taheri, cette œuvre ne peut toutefois être qu'un tissu de fadaises déformant la réalité pour plaire à la population arabe « conspirationiste » et pour céder à une mode états-unienne de la « haine de soi ».

Cette expression de « haine de soi » est une reprise de l'expression sioniste pour désigner les juifs condamnant la politique d'Israël ou le sionisme en général. Elle est également largement utilisée ou sous-entendue par les cercles attaquant le dernier film du réalisateur Steven Spielberg, *Munich*, sorti début janvier aux États-Unis et fin janvier en France (et que nous n'avons donc pas non plus pu voir par nous même). Cette œuvre subit une attaque en règle des milieux sionistes israéliens et états-uniens. Il est reproché au réalisateur de donner un portrait peu flatteur de la politique d'assassinat israélienne contre les militants palestiniens du groupe Septembre noir après la sanglante prise d'otage de Munich en 1972 et la mort des 11 athlètes israéliens aux Jeux olympiques.

Déjà très présents dans les médias pour condamner *La Passion du Christ* de Mel Gibson, l'ancien directeur de l'US Holocaust Memorial Museum, Walter Reich, affirme dans le *Washington Post* que le grave problème du film, c'est que le réalisateur, bien que juif, ne s'attache pas suffisamment à la profession de foi sioniste. Ainsi, il ne dit pas que la Palestine appartient historiquement aux juifs et, au contraire, montre un Palestinien étaler sa douleur après la perte de son foyer. Bref, le tort du film, est de ne pas faire une croix sur 2000 ans d'histoire et d'évolution du territoire.

Ce manque de soutien au sionisme est l'axe principale des critiques émises contre le film. Les attaques se concentrent sur la personnalité du scénariste Tony Kushner, auteur juif antisioniste qui aurait qualifié la création de l'État d'Israël d'« erreur » et de « calamité

morale et historique » d'après ses détracteurs. Dans le *Jerusalem Post*, le directeur du Diaspora-Israel Relations Committee, Isi Leibler, affirme que le *Munich* de Steven Spielberg est l'illustration du développement pernicieux de l'antisionisme dans la Diaspora juive et regrette que « de bons juifs » soient affectés par la « haine de soi » diffusés par les « ennemis intérieurs ». Les traîtres désignés sont les éditorialistes du quotidien *Ha'aretz*, les dirigeants israéliens qui ont voulu faire la paix avec les Arabes et le scénariste Tony Kushner. Dans le *Wall Street Journal*, l'ancien rédacteur en chef du *Jerusalem Post*, Bret Stephens, déplore lui aussi le choix de Tony Kushner pour le scénario et rappelle, comme M. Leibler, les propos qu'aurait tenu le scénariste contre Israël. Ne s'arrêtant pas là, il affirme que le film est à deux doigts de tomber dans l'emploi de clichés antisémites sur les juifs et l'argent et donne une trop belle image des Palestiniens tout en mettant en scène un personnage central peu crédible abjurant sa foi dans le sionisme.

Le film est également critiqué pour son pacifisme affiché.

Le père du journaliste assassiné Daniel Pearl, Judea Pearl, utilise, une fois de plus, la mémoire de son fils disparu pour tenter de délégitimer le film de Steven Spielberg dans le *Los Angeles Times*. Pour lui, le film accentuerait le relativisme moral en mettant sur le même plan l'assassinat d'athlètes israéliens et celui des organisateurs de leur assassinat. Mais M. Pearl ne s'arrête pas là. Pour lui, les assassinats dénoncés par Steven Spielberg dans son film sont en fait une forme de justice. L'auteur utilise même l'expression « amener les criminels devant la justice » pour parler d'assassinats extrajudiciaires. Faut-il comprendre que M. Pearl parle de la justice divine ? Allant même plus loin, il estime qu'on ne peut pas comparer les morts en Afghanistan, en Palestine ou en Irak à celle de son fils car son fils était un innocent. On arrive donc à la conclusion que tous les morts des invasions de l'Irak, de l'Afghanistan ou des punitions collectives en Palestine sont coupables et que les actions contre eux sont une œuvre de justice. Pour l'auteur, ne pas l'admettre, ce serait faire preuve de « relativisme moral ». Cette tribune illustre une fois encore le peu de cas que la presse *mainstream* occidentale fait des vies arabes et afghanes.

De son côté, le chroniqueur néo-conservateur du *New York Times* et du *Weekly Standard*, David Brooks, déplore dans le *New York Times* les opinions exprimées par Steven Spielberg lors de la promotion de son film et regrette que le réalisateur ait choisi de mettre en image les assassinats qui ont suivi la prise d'otage de Munich. Craignant sans doute l'impact du film sur la vision actuelle que les spectateurs se font de la situation au Proche-Orient, l'éditorialiste affirme que, désormais, le monde est différent de ce qu'il était dans les années 1970 : il est plus dangereux car des fous islamistes (que Brooks décrit comme « Le Mal ») veulent détruire Israël et en retour Israël se montrerait moins violent, ne pratiquant plus les assassinats, mais les arrestations. Cette dernière affirmation sonne bien faux quand l'auteur conclut en rejetant le point de vue pacifiste du réalisateur et en faisant l'exaltation des violences « constructives » contre la violence « destructrice ».

Victime de l'acharnement médiatique, *Munich* a enregistré des résultats bien plus faibles aux États-Unis que les précédents films de Steven Spielberg.

Tribunes et décryptages - 13 janvier 2006

[Réseau Voltaire](#)